

**Unia Zentralsekretariat
Abteilung Vertrags- und
Interessengruppenpolitik**

Weltpoststrasse 20
CH-3000 Bern 15
T +41 31 350 21 11
F +41 31 350 22 11
<http://www.unia.ch>



**Die Gewerkschaft.
Le Syndicat.
Il Sindacato.**

INFO ECONOMIQUE

II /2013

D. Lampart / J. Corpataux (SGB/USS)

Résumé : L'évolution de la conjoncture mondiale reste lente. Des signaux positifs sont observés aux États-Unis. Dans l'Union européenne, les tendances à la stagnation dominent, aussi en raison d'une politique d'austérité erronée. Avec la surévaluation du franc, c'est là un obstacle aux exportations suisses. L'industrie et le tourisme en sont les principales victimes. La demande intérieure demeure solide. La marche des affaires dans la construction reste excellente alors que l'activité dans le commerce de détail continue à évoluer relativement positivement. L'industrie s'en sort diversement. La pharma et l'horlogerie ont maintenu, voire dépassé les niveaux d'exportations atteints avant-crise. La situation est plus difficile dans les secteurs plus traditionnels (machines, textile, arts graphiques, etc.). Le chômage devrait légèrement remonter d'ici la fin de l'année 2013. En 2013, le renchérissement devrait à nouveau être négatif en moyenne annuelle.

Info économique II/2013

1. Difficultés d'écoulement persistantes pour l'économie d'exportation.....	4
1.1. Faiblesse durable de la conjoncture mondiale	4
1.2. Perspectives conjoncturelles sombres pour la zone euro	5
1.3. Economie intérieure robuste – baisse de la demande étrangère	6
1.4. Hausse constante du chômage.....	7
1.5. L'emploi industriel se retrouve à un niveau de crise.....	8
2. Industrie et secteurs liés à la demande extérieure : évolution récente et perspectives	11
2.1. Marche des affaires dans l'industrie manufacturière	11
2.2. Évolution des exportations de marchandises.....	12
2.3. L'évolution récente dans l'hôtellerie-restauration	16
3. Les secteurs orientés sur le marché intérieur.....	19
3.1. Le commerce de détail	19
3.2. Le secteur de la construction	19

Auteurs: D. Lampart et J. Corpataux

1. Difficultés d'écoulement persistantes pour l'économie d'exportation

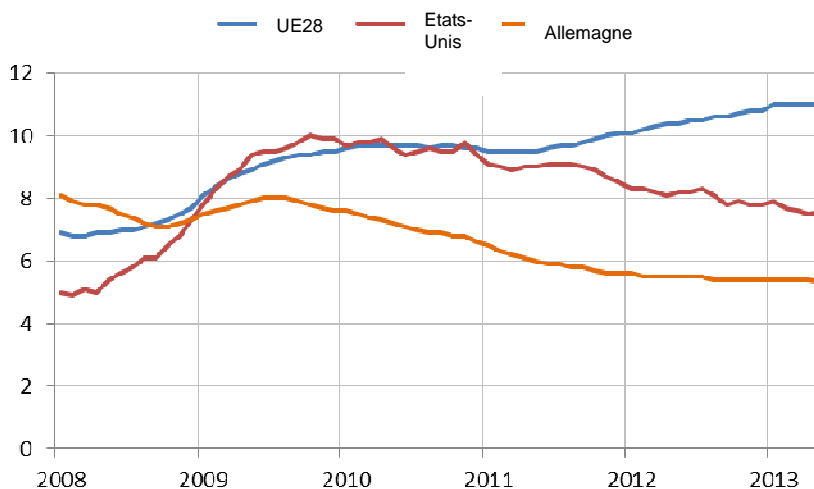
1.1. Faiblesse durable de la conjoncture mondiale

La conjoncture mondiale évolue lentement cette année aussi. L'économie de l'UE continue d'évoluer en dents de scie. L'évolution est en revanche plus positive aux Etats-Unis et au Japon. En Chine, les chiffres disponibles indiquent une croissance ralentie.

Dans l'UE, le PIB a à nouveau enregistré un léger recul (-0,1% au 1^{er} trimestre 2013 par rapport au trimestre précédent). En raison de la faible demande, les entreprises sont réticentes à engager du personnel. Le chômage a continué d'augmenter (Graphique 1.1.1). En mai, le taux de chômage dans l'UE était de 11% – avec des «valeurs extrêmes» pour l'Allemagne (5,3%) et la Grèce, resp. l'Espagne (26,9%).

Aux Etats-Unis, le PIB a augmenté de 0,4%. La reprise sur le marché de l'immobilier – au cœur de la crise financière – se poursuit. Les investissements dans la construction augmentent ainsi que les prix de l'immobilier. Cependant, le marché du travail ne s'améliore que lentement. L'emploi progresse légèrement et le chômage recule peu à peu. Mais au vu de la hausse de la productivité du travail, la croissance économique est toujours trop faible pour relancer le marché du travail.

Graphique 1.1.1: Taux de chômage
(séries désaisonnalisées, en %)

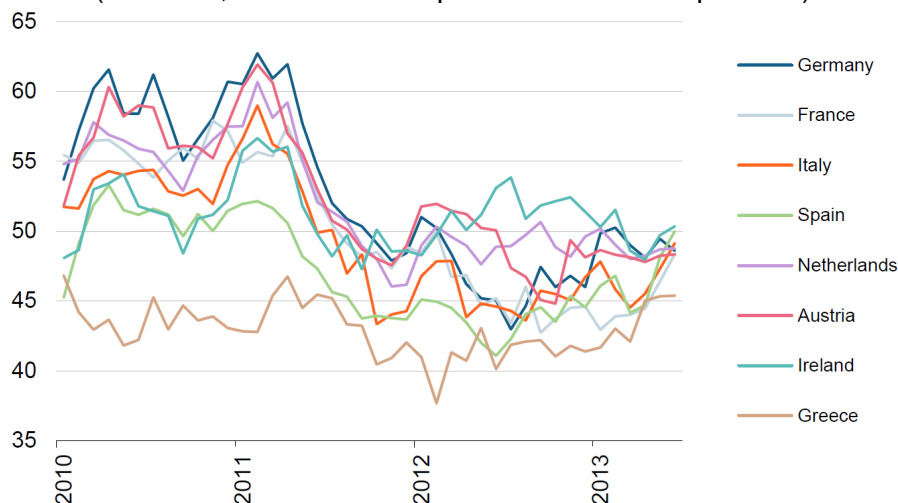


Sur le plan de la politique économique, les défenseurs de la politique d'austérité ont subi d'importants revers idéologiques au cours de ces derniers mois, ce qui constitue un point positif. Il a été prouvé que les économistes Reinhart/Rogoff se sont trompés en affirmant que la dette publique d'un Etat supérieure à 90% a des conséquences négatives sur la croissance économique. Et le Fonds monétaire a reconnu que la politique d'austérité a des conséquences encore plus graves, surtout à des périodes où les banques centrales ne peuvent plus baisser leurs taux. Cela a certes contribué à écarté la pression, mais les choses ne sont pas claires sur le plan de la politique économique. Bien que les taux d'intérêts aient diminué, le crédit privé continue à poser problème, principalement dans les pays en crise du sud de l'Europe. L'assainissement des banques devrait être inévitable dans ces pays.

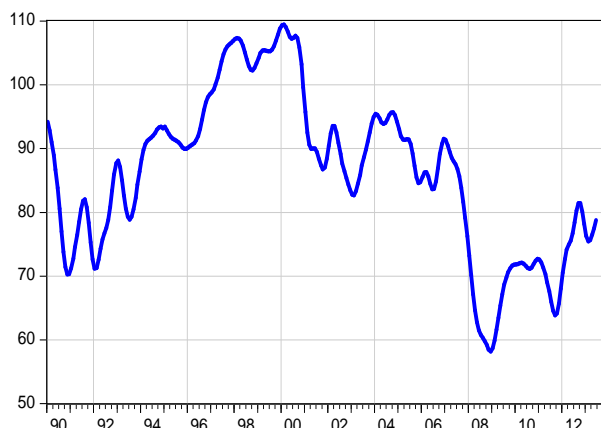
1.2. Perspectives conjoncturelles sombres pour la zone euro

Les perspectives conjoncturelles restent sombres pour la zone euro. Des enquêtes menées auprès des entreprises indiquent que le recul du PIB pourrait s'orienter vers une stagnation. Car l'indice des directeurs d'achat évolue juste au-dessous de la barre des 50 dans la plupart des pays de la zone euro (Graphique 1.2.1). Les valeurs supérieures signalent une croissance, les valeurs inférieures un recul. Les capacités de production sont toujours sous-utilisées, d'où la réticence des entreprises à investir. Le taux de chômage élevé et l'évolution insatisfaisante des revenus limitent la marge de manœuvre financière des ménages. Cela entrave aussi la reprise du marché immobilier.

Graphique 1.2.1: Indice des directeurs d'achat (PMI) dans la zone euro
(Industrie, valeurs PMI supérieures à 50 = expansion)



Graphique 1.2.2: Confiance des consommateurs aux Etats-Unis
(Uni Michigan, série désaisonnalisée)



Aux Etats-Unis, la faible croissance devrait se poursuivre. Le climat de consommation – un indicateur important de l'évolution conjoncturelle aux Etats-Unis – s'est à nouveau quelque peu amélioré (Graphique 1.2.2), bien qu'à un niveau assez bas. Les nouvelles du secteur de la construction sont relativement positives. Les investissements dans la construction augmentent légè-

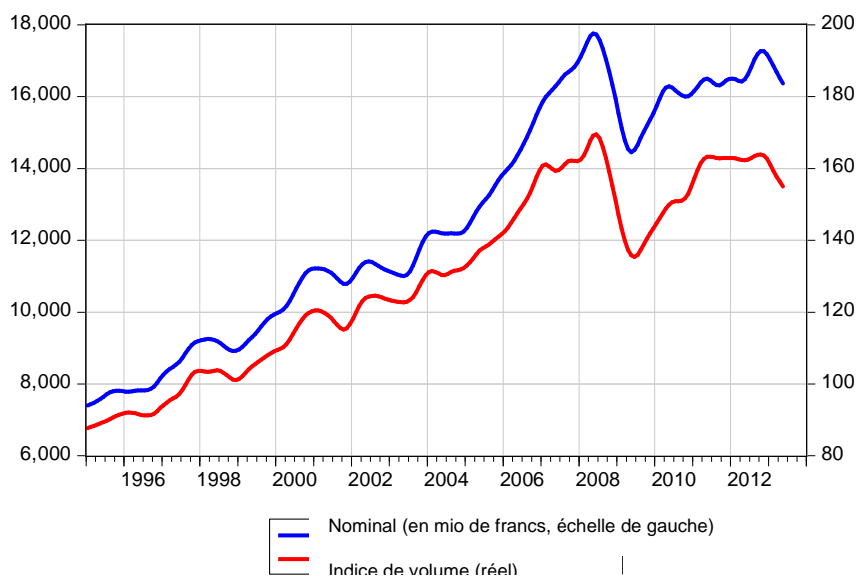
rement ainsi que les prix de l'immobilier. Mais les capacités de l'industrie sont moins utilisées par rapport à la moyenne historique; les entreprises réfléchissent donc bien avant de procéder à des investissements d'extension. Les valeurs de l'indice des directeurs d'achat dans l'industrie sont à peine supérieures à 50. Dans le meilleur des cas, la production industrielle progresse faiblement. Le niveau de production de 2007, lors de l'éclatement de la crise, a entre-temps de nouveau été atteint.

1.3. Economie intérieure robuste – baisse de la demande étrangère

Durant l'année en cours, l'économie suisse a poursuivi sa croissance (1^{er} semestre 2013: 0,6%). Le produit intérieur brut (PIB) se situe aujourd'hui à 3,9% au-dessus du niveau d'avant la crise financière. Le PIB en Suisse a ainsi progressé plus fortement que dans presque tous les autres pays à revenus élevés. A titre comparatif, la croissance depuis le pic d'avant la crise financière est de +3% aux Etats-Unis, +1,3% en Allemagne et -2,8% dans l'UE-28. Mais les données suisses doivent être considérées avec prudence, car des modifications sont actuellement apportées aux statistiques (nouvelle attribution des branches, notamment). Une part importante de cette croissance du PIB est due à l'accroissement de la population. Depuis l'année 2007, la population résidente permanente a augmenté de 1% ou plus par année. Le niveau du PIB par habitant d'avant la crise financière n'a ainsi pas encore été atteint en Suisse.

Avec cette croissance démographique, il n'est guère surprenant que l'économie intérieure soit en expansion. L'activité dans le secteur de la construction est élevée – aussi en raison de la faible des taux d'intérêts. La situation commerciale dans la branche est très bonne en comparaison historique. Dans le commerce de détail aussi, les chiffres d'affaires sont à la hausse – malgré le déplacement du pouvoir d'achat vers l'étranger en raison de la surévaluation du franc. En Suisse, les branches de la communication et des transports sont aussi en expansion. La situation dans l'économie d'exportation est en revanche plus problématique. La faible demande mondiale ainsi que la surévaluation du franc entravent l'expansion. Cette année, les exportations évoluent à nouveau en dents de scie (Graphique 1.3.1). La création de valeur stagne dans l'industrie. L'utilisation des capacités de production est, avec 81%, au-dessous de la moyenne (la valeur historique moyenne est de 84%). Dans le tourisme, le nombre de nuitées a commencé à se stabiliser à fin 2012; la diminution du nombre de touristes venus de l'UE a été compensée par une plus grande affluence touristique en provenance d'autres régions (en particulier d'Asie). Dans le secteur bancaire, les affaires domestiques marchent bien selon une enquête du KOF. La situation est plus difficile en ce qui concerne les transactions étrangères. Ici, la pression internationale sur le secret bancaire est toujours plus marquée. Mais selon les statistiques de la Banque nationale, il n'y a pas eu jusqu'à présent de sorties de capitaux massives.

Graphique 1.3.1: Exportations suisses de marchandises
(en mio. de francs, resp. volumes)



1.4. Hausse constante du chômage

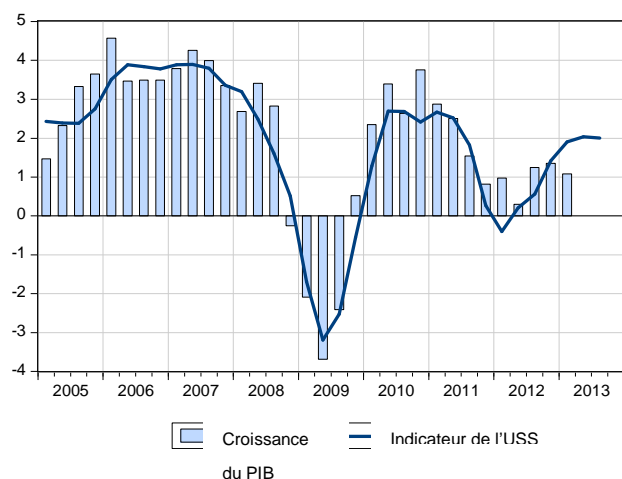
Cette année, le PIB suisse devrait continuer de progresser (Graphique 1.4.1). Avec un pronostic de croissance de l'ordre de 1 à 1,5%, la progression est cependant relativement faible. Surtout si l'on tient compte du fait que la population augmente au même rythme que l'année dernière. C'est l'exportation qui constitue le plus grand frein. Tant que la conjoncture ne s'améliore pas à l'étranger, les possibilités d'écoulement des exportateurs suisses restent limitées. Et bien que le franc se soit légèrement déprécié, il est toujours trop fort. L'activité d'exportation s'en trouve entravée. Cela s'applique aussi au tourisme. Les vacances en Suisse sont devenues plus chères pour les touristes étrangers au cours de ces dernières années et les Suisses voyagent meilleur marché à l'étranger en raison de la surévaluation du franc. L'économie intérieure est stimulée par la croissance démographique et la faiblesse des taux d'intérêts. Dans la construction, les indicateurs fondamentaux signalent une activité durablement soutenue dans le secteur de la construction. Le nombre d'appartements est resté en-deçà de l'évolution démographique, d'où un besoin en nouveaux logements. Les faibles taux d'intérêts continueront de soutenir les investissements dans la construction.

Comme les secteurs à faible productivité orientés sur le marché intérieur enregistrent une plus forte croissance que les branches exportatrices avec leur productivité du travail élevée, l'emploi peut progresser malgré une croissance du PIB relativement faible. Mais comme la population en âge de travailler augmente simultanément, cette progression de l'emploi n'est pas suffisante pour réduire le chômage. Selon le nouvel indicateur de l'USS, il faut s'attendre à une stagnation du chômage dans le courant de l'année (Graphique 1.4.2). Selon les prévisions, le taux de chômage s'élèvera en 2013 à 3,3% (Tableau 1.4.1).

Le renchérissement devrait rester négatif en moyenne annuelle (-0,2%). Cela est essentiellement dû à la baisse des prix des produits importés en raison de la surévaluation du franc. Le prix du pétrole a récemment à nouveau légèrement augmenté, entraînant des taux de renchérissement un peu moins négatifs. Les prix des produits nationaux augmentent légèrement. Tant que cette

situation initiale reste inchangée, le renchérissement devrait à nouveau être positif vers la fin de l'année.

Graphique 1.4.1: Indicateur Produit intérieur brut
(Changements par rapport à l'année précédente)



Graphique 1.4.2: Indicateur Chômage
(Chômeurs inscrits, série désaisonnalisée)

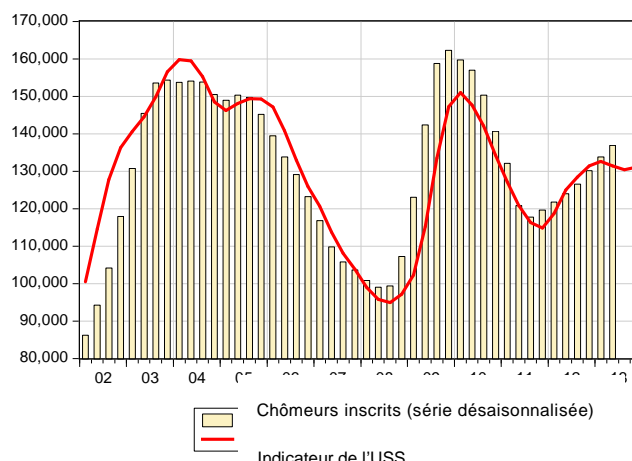


Tableau 1.4.1: Sélection de pronostics conjoncturels
(Données en %)

	USS		KOF		Seco		Banque nationale suisse	
	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014
<i>Croissance du PIB</i>	1.0	-	1.4	2.0	1.4	2.1	1-1.5%	-
<i>Taux de chômage</i>	3.3	-	3.2	3.1	3.3	3.3	-	-
<i>Renchérissement</i>	-0.2	-	-0.2	0.5	-0.1	0.2	-0.3	0.2

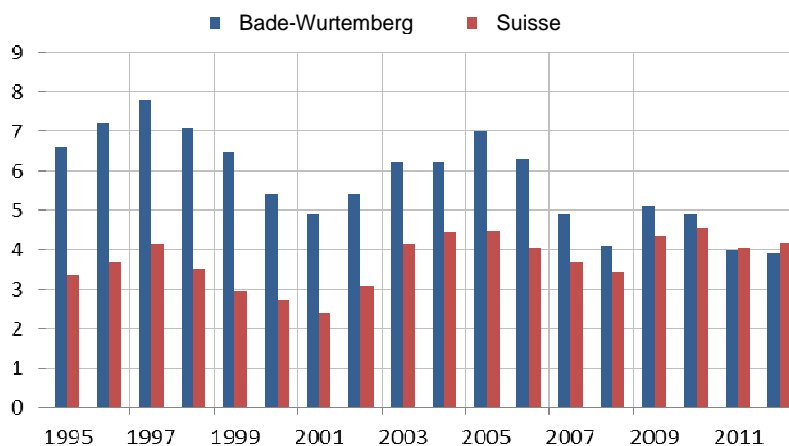
1.5. L'emploi industriel se retrouve à un niveau de crise

Le chômage a continué d'augmenter au cours de ces derniers mois. Depuis l'automne 2012, plus de 1000 personnes supplémentaires s'inscrivent chaque mois au chômage (données corrigées des variations saisonnières). Par rapport à des phases de récession plus prononcées avec des augmentations de l'ordre de 3000 à 4000 chômeurs par mois, la situation est certes moins grave. Mais l'augmentation intervient à un niveau plus élevé qu'avant la crise financière – bien que la 4^{ème} révision de la LACI ait entraîné, avec ses quelque 20'000 arrivées en fin de droits, une diminution des chômeurs officiellement inscrits. Hors variations saisonnières, le taux de chômage s'élevait à 3,2% en mai 2013.

Aucun pays ni aucune région n'a connu un taux de chômage aussi faible que la Suisse. La surévaluation du franc risque de lui faire perdre cette première place. Le land allemand Bade-Wurtemberg affiche entre-temps un taux de chômage plus bas que la Suisse (Graphique 1.5.1). Cette statistique prend aussi en compte les personnes arrivées en fin de droits, mais qui recherchent un emploi («personnes sans emploi»). Le taux de chômage en Suisse, avec plus de 4%, est donc nettement supérieur au taux de chômage officiel («chômeurs inscrits»). En Allemagne, les personnes ayant un taux d'activité très réduit sont considérées comme chômeurs dans les

statistiques. Si elles n'étaient pas comptées comme chômeurs, le Bade-Wurtemberg s'en sortirait encore mieux.

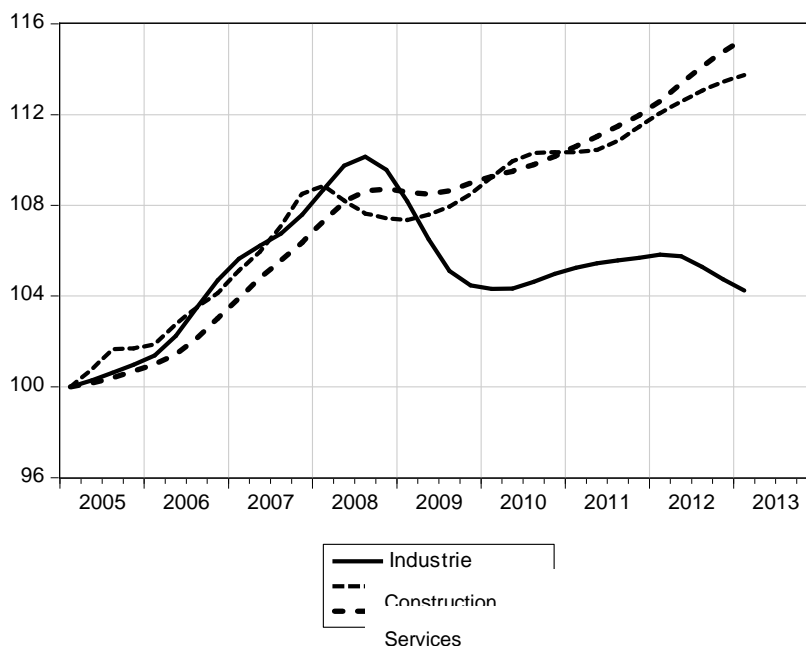
Graphique 1.5.1: Taux de chômage – La Suisse versus le Bade-Wurtemberg
(en % de la population active)



Au premier trimestre 2013, l'emploi a augmenté de 1,6% (équivalents plein temps). L'évolution est toutefois très différente selon les secteurs. Dans l'industrie, l'emploi a reculé dans toutes les branches à l'exception de l'industrie pharmaceutique et des denrées alimentaires. Ces deux branches de l'industrie ont chacune enregistré une augmentation minime. L'emploi industriel est à nouveau proche de la valeur la plus basse enregistrée lors de la crise financière à fin 2009/début 2010. Dans les secteurs des services et de la construction en revanche, les entreprises engagent plus de personnel, à l'exception de la restauration et l'hôtellerie qui souffrent de la surévaluation du franc, ainsi que du commerce de détail et du secteur bancaire. Dans ces branches, l'emploi a légèrement reculé.

Graphique 1.5.2: L'emploi selon les secteurs

(Equivalents plein temps, 1^{er} trimestre 2005=100, en données corrigées des variations saisonnières et aléatoires)



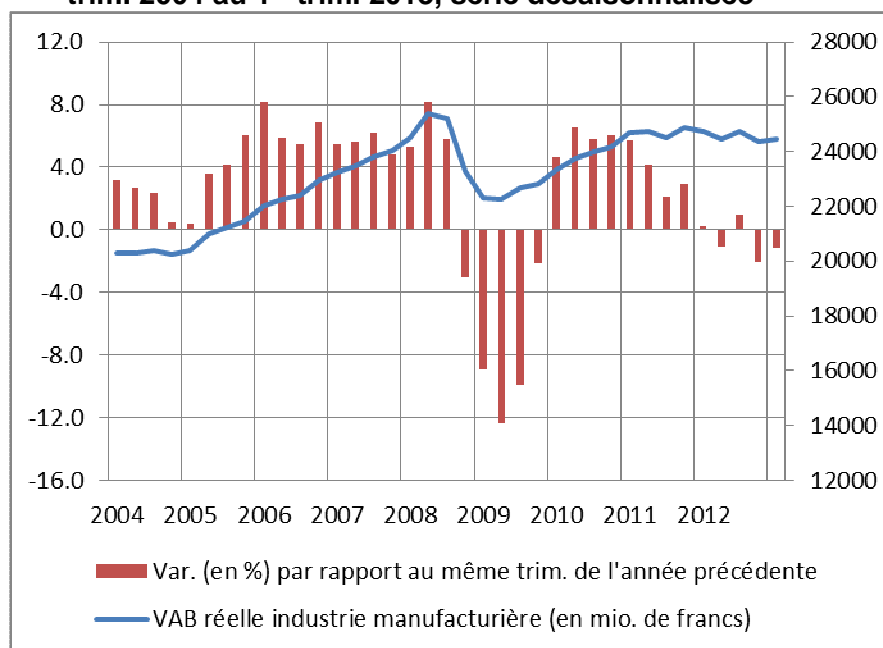
Les perspectives d'emploi restent difficiles. Selon les enquêtes du KOF, l'industrie continuera de réduire ses effectifs en personnel. Les banques et la restauration ont aussi des projets de démantèlement. La situation dans le commerce de détail semble moins négative. Dans l'ensemble, les entreprises veulent même légèrement augmenter leurs effectifs en personnel.

2. Industrie et secteurs liés à la demande extérieure : évolution récente et perspectives

2.1. Marche des affaires dans l'industrie manufacturière

Après une très bonne phase de croissance (2004-2008), à laquelle la crise financière et économique a brutalement mis un terme dès la deuxième moitié de 2008, l'industrie manufacturière helvétique ne redémarre vraiment qu'une année plus tard. Depuis lors, et comme le montre l'évolution de la valeur ajoutée pour l'ensemble de l'industrie manufacturière (Graphique 2.1.1), si celle-ci plonge au moment de la crise, elle s'oriente à nouveau sur une trajectoire haussière par la suite. Si l'industrie manufacturière a clairement repris des forces depuis la deuxième moitié de 2009, elle n'a cependant pas réussi à dépasser, en termes de valeur ajoutée, le sommet atteint au deuxième trimestre 2008. Elle s'en approchait néanmoins au dernier trimestre 2011. Depuis lors, et si elle évolue à des niveaux légèrement inférieurs, l'industrie manufacturière prise dans son ensemble fait preuve d'une belle résistance dans un contexte qui reste toujours difficile (franc surévalué et incertitudes, en particulier européennes). Au premier trimestre 2013, si la valeur ajoutée s'affichait à un niveau inférieur à ce qu'elle était un an plus tôt (-1,1%), elle montrait néanmoins une orientation très légèrement haussière par rapport au trimestre qui précédait (+0,34%).

Graphique 2.1.1 : Évolution de la valeur ajoutée brute réelle, industrie manufacturière, du 1^{er} trim. 2004 au 1^{er} trim. 2013, série désaisonnalisée

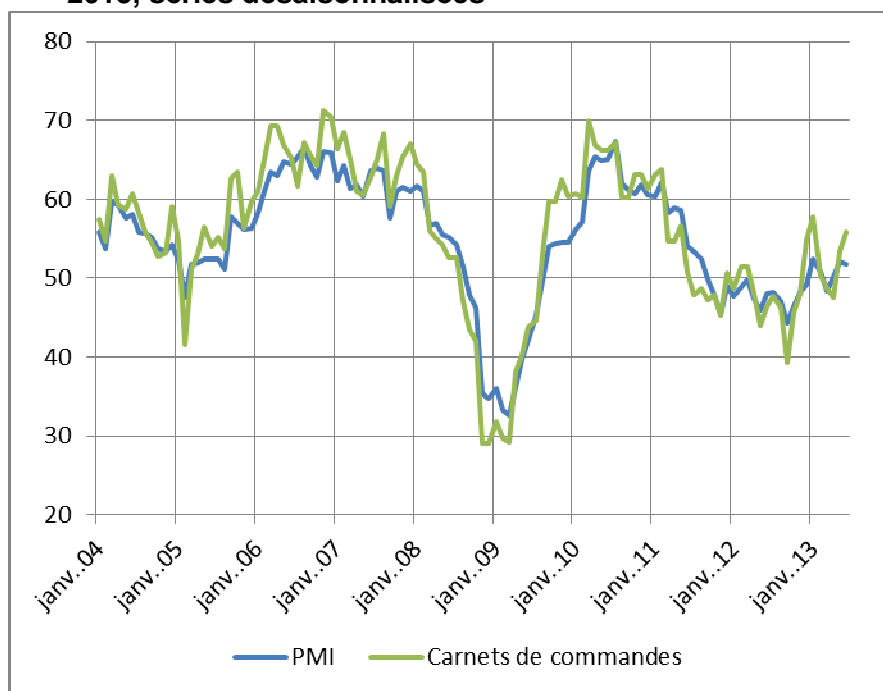


Source : SECO.

Point également positif pour l'industrie manufacturière helvétique, l'indice des directeurs d'achat (PMI) est resté dans la zone de croissance pour le troisième mois consécutif. Il s'est établi à 51,9 points, ce qui traduit cependant une légère baisse (-0,3 point) par rapport à mai 2013 (Graphique 2.1.2). Quant à l'indice lié aux carnets de commandes, il a également clôturé – et largement – en-dessous du seuil de croissance qui se situe à 50 points, et ce pour atteindre les 55,8 points. Il est, de plus, en croissance par rapport à mai 2013.

En bref, dans un contexte qui demeure difficile et incertain, l'industrie manufacturière helvétique résiste bien. De plus, les directeurs d'achat du secteur demeurent relativement optimistes. Néanmoins, cette bonne tenue concerne-t-elle l'ensemble des branches exportatrices ? Ou certaines s'en sortent-elles mieux que d'autres ?

Graphique 2.1.2 : Indice PMI et indice des carnets de commandes, de janvier 2004 à juin 2013, séries désaisonnalisées



Source : Procure.ch/CS.

2.2. Évolution des exportations de marchandises

Si nous nous arrêtons tout d'abord brièvement sur le poids des différentes branches industrielles exportatrices suisses, le poids qu'y occupe l'industrie chimique et pharmaceutique étonne. En effet, à elle seule, celle-ci représentait près de 40% des exportations totales de marchandises suisses en 2012 (Tableau 2.2.1). L'industrie des machines et de l'électronique qui suit, en deuxième position, ne pèse que 16,6%. L'horlogerie occupe la troisième position avec une part qui s'élève à 10,7%. Les instruments de précision et la métallurgie se placent au quatrième et cinquième rang avec des parts avoisinant, respectivement, 7% et 6%. Notons que si l'on additionne les trois branches que sont l'industrie des machines et de l'électronique, des instruments de précision ainsi que de la métallurgie et qui forment l'essentiel de l'industrie MEM, cette dernière obtient un poids très significatif, avec une part approchant les 30% au total des exportations de marchandises suisses.

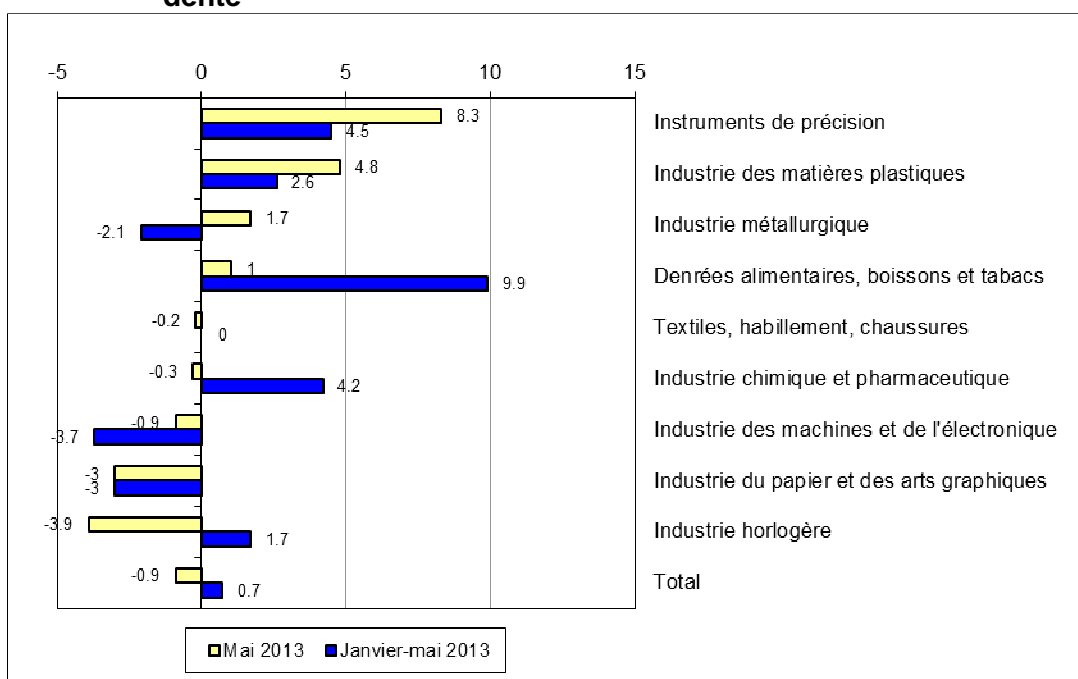
Tableau 2.2.1 : Exportations selon les branches, parts en mio. CHF et en %, 2012

<i>Branches</i>	Mio. CHF	Part en %
<i>Industrie chimique et pharmaceutique</i>	79'012	39.4
<i>Machines et électronique</i>	33'307	16.6
<i>Horlogerie</i>	21'426	10.7
<i>Instruments de précision</i>	14'183	7.1
<i>Métallurgie</i>	11'933	5.9
<i>Denrées alimentaires, boissons et tabacs</i>	7'672	3.8
<i>Industrie des matières plastiques</i>	3'273	1.6
<i>Industrie du papier et des arts graphiques</i>	2'223	1.1
<i>Industrie textile</i>	1'422	0.7
<i>Industrie de l'habillement</i>	1'383	0.7
...
Exportations totales	200'612	100

Source : AFD.

Comment évoluaient ces mêmes exportations en mai 2013 ? Celles-ci prises globalement reculaient très légèrement (-0,9%) en comparaison avec le même mois de l'année précédente (Graphique 2.2.1). Les trois principales branches exportatrices stagnaient ou s'affaissaient en repli. L'industrie chimico-pharmaceutique, l'industrie des machines et de l'électronique ainsi que l'horlogerie connaissaient des reculs, respectivement, de 0,3%, 0,9% et 3,9%. Observons, néanmoins, les performances positives réalisées par l'industrie métallurgique (+1,7%) et par celle des denrées alimentaires, boissons et tabacs (+1%), voire très positives réalisées par l'industrie des matières plastiques (+4,8%) et surtout par les instruments de précision (+8,3%).

Graphique 2.2.1 : Exportations selon les branches en mai 2013 et en janvier-mai 2013, variations nominales (en %) par rapport à la même période de l'année précédente



Source : AFD.

Du point de vue géographique, l'Europe constitue toujours – et de loin – le principal débouché des exportations de marchandises helvétiques puisque 59% de celles-ci s'y dirigeaient en 2012 (Tableau 2.2.2). La part du continent européen est, néanmoins, en régression puisqu'elle dépassait 66% en 2006. Suivent l'Asie et l'Amérique, avec respectivement, des parts de 22,1% et 15,9% en 2012. Par pays, l'Allemagne occupe toujours la première place : sa part au total des exportations de marchandises atteignait les 19,9% en 2012. Les États-Unis, avec une part de 11,1%, sont en deuxième position. Viennent ensuite l'Italie, la France et le Royaume-Uni avec, respectivement, 7,2%, 7,1% et 4,4%. Observons que la Chine occupe le 6^{ème} rang en 2012 avec une part s'élevant à 3,7%.

Tableau 2.2.2 : Exportations par continents

<i>Continent</i>	2012 Mio. CHF	Part en %	
		2006	2012
<i>Europe</i>	118'325	66.3	59.0
<i>Asie</i>	44'387	16.7	22.1
<i>Amérique</i>	31'844	14.5	15.9
- <i>Amérique du Nord</i>	25'300	11.8	12.6
- <i>Amérique latine</i>	6'313	2.5	3.1
<i>Afrique</i>	3'337	1.5	1.7
<i>Océanie</i>	2'720	1.0	1.4
Total	200'612	100	100

Source : AFD.

Comment les exportations de marchandises helvétiques prises globalement ont-elles évolué en mai 2013 du point de vue des principales zones d'exportations ? Seules les exportations vers l'Amérique latine (+11% ; Brésil : +20%) ont véritablement fait preuve de dynamisme. Si l'Asie connaissait une faible progression (+1%), les autres continents ont reculé. Du point de vue des pays asiatiques, la Corée du Sud (+30%) et Singapour (+24%) ont connu de fortes progressions. Les exportations vers la Chine augmentaient également, mais de 5%. Si l'Europe affichait un léger recul (-1%), c'est en partie dû au repli de la Tchéquie (-17%) et de l'Allemagne (-13% ; sans tenir compte de l'électricité : -6%). Néanmoins, les exportations vers l'Espagne (+16%), le Royaume-Uni (+12%) et l'Italie (+7%) se montraient dynamiques. L'Amérique du Nord connaissait un recul de 3%. Les ventes vers le Canada augmentaient fortement (+54%), mais celles vers les États-Unis régressaient de 8%. Quant aux exportations vers l'Océanie et l'Afrique, elles diminuaient, respectivement, de 10% et de 17%.

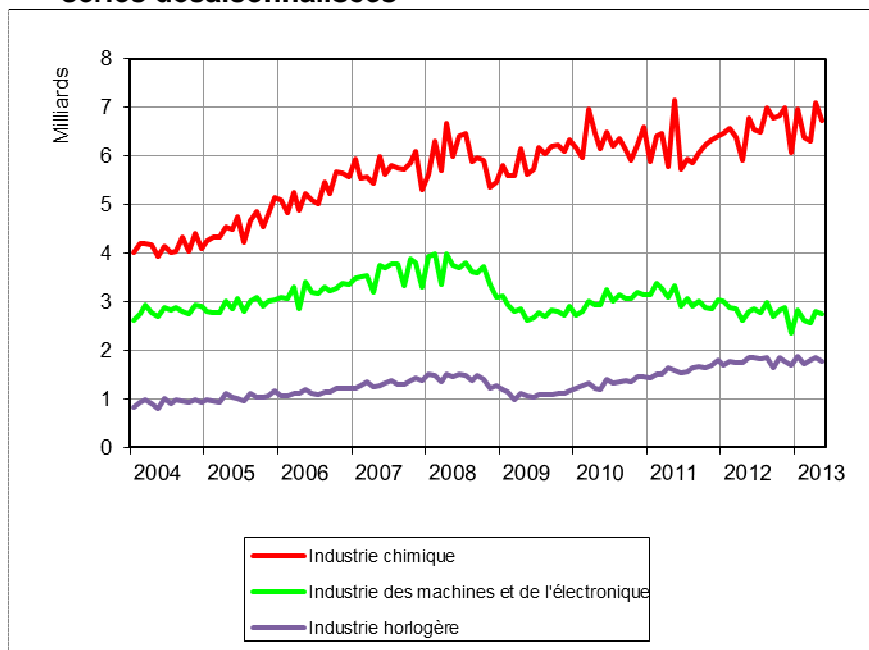
Si l'on s'arrête maintenant sur la performance cumulée des différentes branches d'exportations pour les 5 premiers mois de l'année 2013, c'est-à-dire de janvier à mai 2013, cinq branches affichaient des résultats positifs : l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs arrive largement en tête (+9,9%), l'industrie des instruments de précision, l'industrie chimico-pharmaceutique, l'industrie des matières plastiques ainsi que l'horlogerie obtiennent des résultats positifs – mais de moindre envergure – avec, respectivement, des croissances de 4,5%, 4,2%, 2,6% et 1,7%. Si la branche « Textile, habillements, chaussures » fait du sur place, les autres branches évoluent négativement. La moins bonne performance appartient à l'industrie des machines et de l'électronique (-3,7%). Notons néanmoins que, prises globalement, les exportations de marchandises, toujours pour la période cumulée de janvier à mai 2013, connaissent une très légère croissance positive de 0,7%.

Une analyse, en données désaisonnalisées, pour trois des plus « grands » secteurs exportateurs – l'industrie chimico-pharmaceutique, l'industrie des machines et de l'électronique, l'industrie horlogère – permet de mettre en évidence des situations et des trajectoires différenciées pour chacun d'eux. Ainsi, les exportations de l'industrie chimique et pharmaceutique – après s'être orientées sur

une pente descendante en particulier dans la deuxième moitié de l'année 2008 – sont reparties, non sans soubresauts, sur une trajectoire haussière et ce, jusqu'en mars 2010 où un premier pic est atteint (Graphique 2.2.2). Depuis lors, elles se situent à un niveau relativement élevé – malgré de fortes irrégularités dans leur évolution – et atteignent un nouveau sommet absolu en mai 2011. C'était pour l'instant le seul mois où la barre des 7 milliards de francs d'exportation (en données désaisonnalisées) avait été franchie ! Depuis, les exportations de l'industrie chimico-pharmaceutique sont reparties à la baisse, puis à nouveau nettement à la hausse sur la période très récente pour dépasser une seconde fois la barre des 7 milliards en avril 2013. Quant à l'industrie horlogère, et si la crise de 2008-2009 lui avait fait temporairement perdre son dynamisme, ses exportations s'affichent depuis lors sur un trend clairement haussier. Celle-ci a d'ailleurs régulièrement dépassé en 2011 les niveaux mensuels record enregistrés avant-crise. Ainsi, depuis mars 2011, et en données désaisonnalisées, ses exportations se situent la plupart du temps à un niveau plus élevé que le sommet, légèrement supérieur à 1,5 milliards de francs, atteint en avril 2008. Un nouveau record mensuel absolu a été atteint en janvier 2013 – dépassant légèrement les 1,87 milliards de francs d'exportations (en données désaisonnalisées). Depuis lors, celles-ci semblent stabilisées à un très haut niveau. Du côté de l'industrie des machines et de l'électronique, et suite à la crise, la tendance a été, dans un premier temps, haussière. Néanmoins, l'industrie des machines et de l'électronique n'est jamais parvenue à retrouver les niveaux d'exportation obtenus avant-crise. En effet, celles-ci frôlait la barre des 3,4 milliards de francs en février 2011, et ce alors qu'avant-crise, c'était parfois la barre des 4 milliards qui servait de référence. Depuis lors, la tendance est plutôt baissière et les exportations de l'industrie des machines et de l'électronique oscillent sur la période récente plutôt en dessous de la barre des 3 milliards de francs.

En bref, l'industrie horlogère qui a retrouvé une pleine croissance après la crise devrait continuer à évoluer positivement. Peut-être connaîtra-t-elle, à l'un ou l'autre moment, un moindre dynamisme. La force du franc n'est pas un handicap pour une industrie qui évolue dans des produits haut, voire très haut-de-gamme – dans le hors prix – et qui, de plus, bénéficie d'une très bonne diversification internationale. Quant à l'industrie pharmaceutique suisse, ses revenus proviennent en grande partie des dépenses de santé et celles-ci vont continuer à croître à l'échelle mondiale à moyen-long terme. L'industrie pharmaceutique fait, en effet, face à une demande peu sensible aux cycles économiques et devrait par conséquent continuer à relativement bien se porter et pouvoir maintenir son exportation à un relativement haut niveau. Pour d'autres, les temps continueront à être difficiles, à l'instar de l'industrie des machines et de l'électronique. Celle-ci est, en effet, loin des niveaux d'exportations réalisés avant-crise. Nombre de branches exportatrices traditionnelles (textile et habillement, papier et arts graphiques, etc.) sont dans la même situation, voire accumulent les mauvais résultats. À cet égard, un franc trop fort et une Europe toujours marquées par d'importantes incertitudes continueront à peser fortement sur l'évolution de ces branches.

Graphique 2.2.2 : Exportations, valeurs nominales mensuelles, de janvier 2004 à mai 2013, séries désaisonnalisées

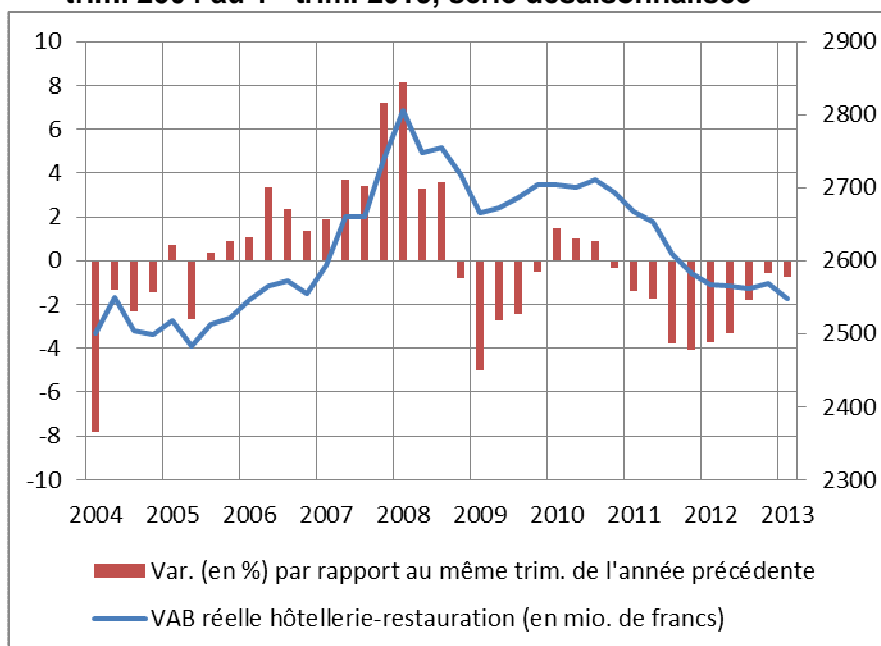


Source : AFD.

2.3. L'évolution récente dans l'hôtellerie-restauration

Après une période de croissance, de mi-2005 à début 2008, l'hôtellerie-restauration est rattrapée par la crise. Sa valeur ajoutée s'affiche en baisse pendant une année. Si elle repart ensuite à la hausse, elle s'oriente à nouveau clairement à la baisse à fin 2010, et ce sans que la branche ne soit revenue aux hauts niveaux d'activité atteints juste avant-crise (Graphique 2.3.1). Observons cependant que si la situation semblait s'être quelque peu stabilisée au long de l'année 2012, la situation semble à nouveau plutôt se détériorer en ce début d'année 2013. Au premier trimestre 2013, la valeur ajoutée s'affiche, en effet, en très léger repli (-0,8%) tant en comparaison annuelle que par rapport au mois précédent.

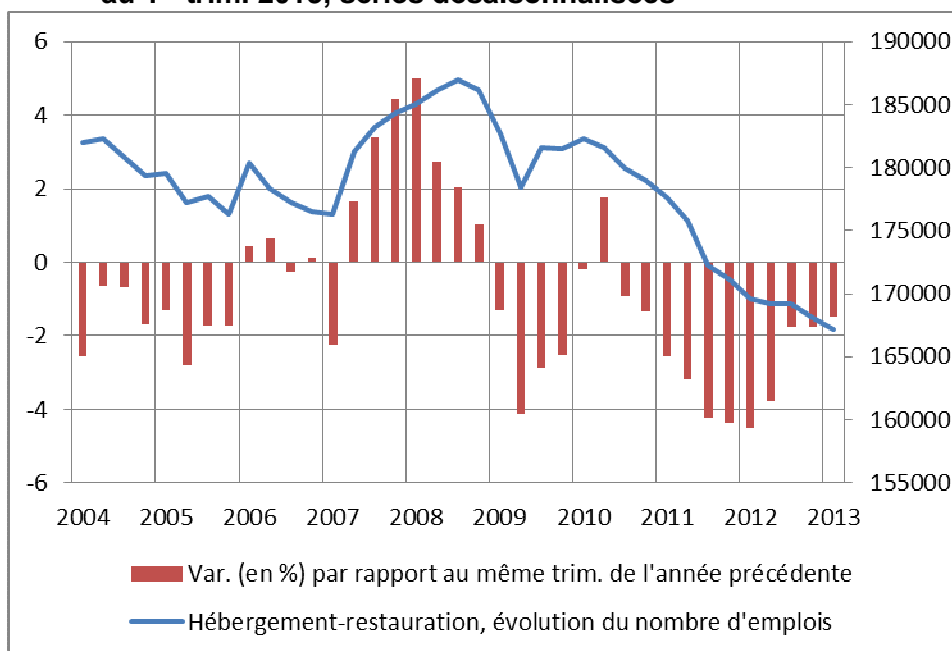
Graphique 2.3.1 : Évolution de la valeur ajoutée brute réelle, hôtellerie-restauration, du 1^{er} trim. 2004 au 1^{er} trim. 2013, série désaisonnalisée



Source : SECO.

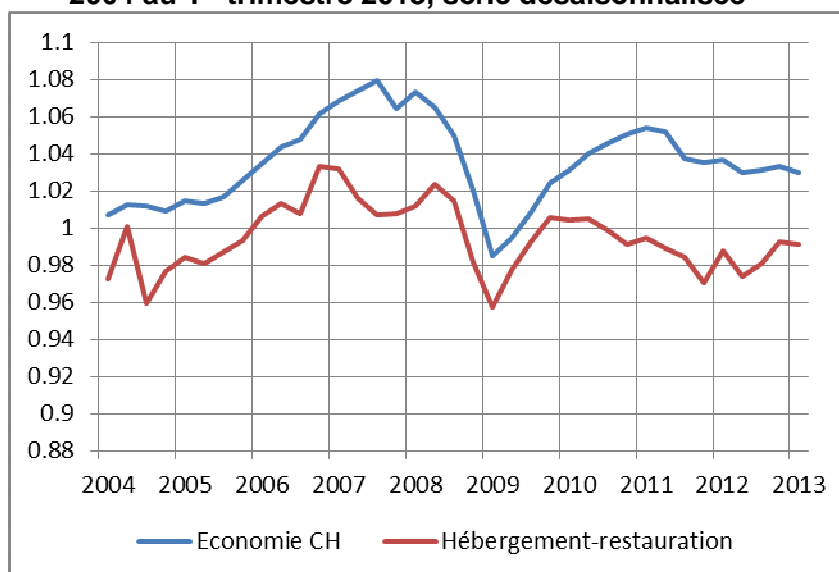
Quant à l'évolution de l'emploi dans la branche de l'hébergement-restauration, il a surtout été haussier de début 2007, et ce jusqu'au troisième trimestre 2008 (Graphique 2.3.2). À l'instar de la valeur ajoutée, l'emploi s'oriente à la baisse suite à la crise. Il repart à la hausse pendant une petite année. Néanmoins, et depuis le deuxième trimestre 2010, il est à nouveau clairement orienté à la baisse. Ainsi, après avoir occupé presque 187'000 personnes (en données désaisonnalisées et en équivalents plein temps) au troisième trimestre 2008, l'hôtellerie-restauration n'occupe plus qu'un peu plus de 167'000 personnes au premier trimestre 2013 alors que le trend est orienté à la baisse depuis un certain temps déjà... Que peut nous dire, à ce propos, l'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi de l'OFS pour la branche de l'hébergement-restauration ? Celui-ci n'a été supérieur à 1 (ce qui indique une potentielle augmentation de l'emploi au trimestre suivant) que sur deux périodes : de début 2006 jusqu'au troisième trimestre 2008 ainsi que sur une petite année entre fin 2009 et mi-2010 (Graphique 2.3.3). Depuis fin 2010, il se situe à un niveau inférieur à 1, indiquant – de trimestre en trimestre – une potentielle diminution de l'emploi...

Graphique 2.3.2 : Évolution de l'emploi (EPT), hébergement-restauration, du 1^{er} trim. 2004 au 1^{er} trim. 2013, séries désaisonnalisées



Source : OFS, propre désaisonnalisation.

Graphique 2.3.3 : Indicateurs des prévisions d'évolution de l'emploi de l'OFS, 1^{er} trimestre 2004 au 1^{er} trimestre 2013, série désaisonnalisée



Source : OFS, propre désaisonnalisation.

Si la situation s'est quelque peu stabilisée en 2012 dans l'hôtellerie-restauration, le potentiel de croissance y reste néanmoins très limité et les perspectives relativement sombres. En effet, tant que le franc suisse continuera à être surévalué, en particulier par rapport à l'euro, la situation demeurera difficile dans la branche touristique. En effet, un franc suisse trop fort décourage les visiteurs européens à passer leurs vacances en Suisse alors que, dans le même temps, la force du franc constitue, pour le citoyen suisse, une sérieuse incitation à séjourner et à dépenser hors des frontières du pays. Un climat européen plutôt maussade n'aide guère non plus à la reprise de la branche.

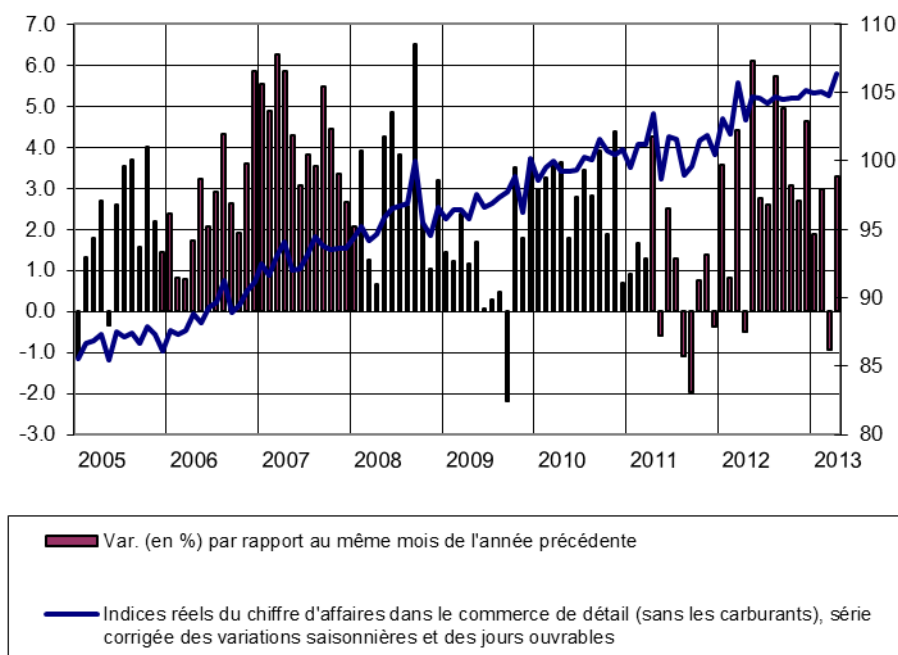
3. Les secteurs orientés sur le marché intérieur

Sur le front de la demande intérieure, l'évolution dans le commerce de détail en 2013 pourrait être relativement similaire à celle de 2012. La croissance du chiffre d'affaires réel devrait y être positive. La bonne marche des affaires dans le secteur de la construction devrait se poursuivre. Au pire, le secteur pourrait plafonner à un très haut niveau d'activité.

3.1. Le commerce de détail

L'analyse d'une série corrigée des variations saisonnières et des jours ouvrables du chiffre d'affaires du commerce de détail (hors carburants) nous montre, depuis 2005, un indice réel tendanciellement haussier (Graphique 3.1.1). Celui-ci atteint même un nouveau sommet absolu en avril 2013. Il est en forte progression tant par rapport au mois précédent (1,5%) qu'en comparaison annuelle (+3,3%).

Graphique 3.1.1 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce de détail, indices réels, série désaisonnalisée et corrigée des jours ouvrables, de janvier 2005 à avril 2013



Source: OFS.

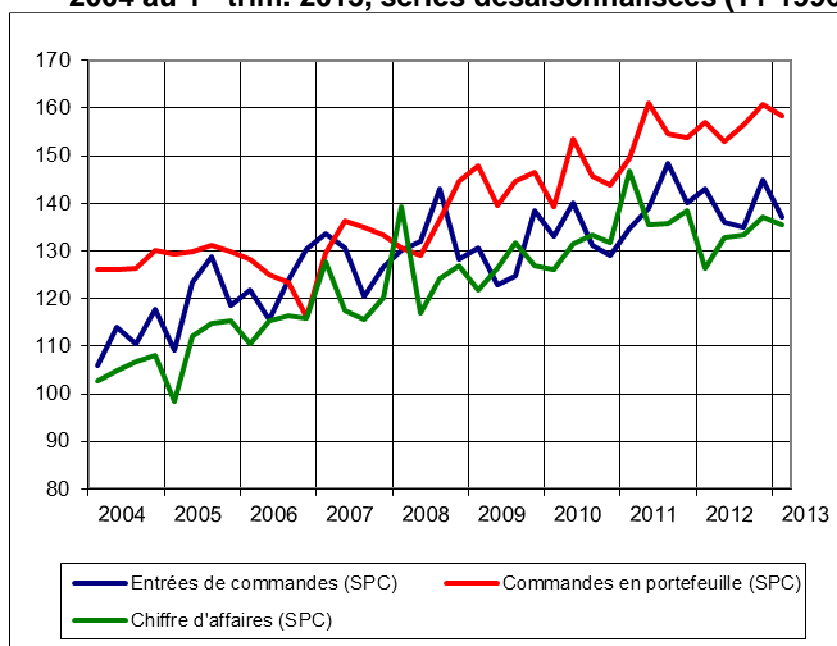
Depuis 2011, les activités dans le commerce ont souffert de l'érosion des prix et d'un tourisme d'achats à l'étranger, les mêmes maux devraient continuer à se faire sentir dans la période à venir, et ce plus particulièrement tant que le franc suisse continuera à être surévalué. Une population toujours en croissance en Suisse compensera et continuera en revanche à jouer un rôle très positif dans le développement du commerce de détail. En bref, le commerce de détail pourrait vivre une année 2013 relativement similaire à celle de 2012 et enregistrer une croissance positive au niveau de son chiffre d'affaires réel.

3.2. Le secteur de la construction

La bonne marche des affaires dans le secteur de la construction devrait se poursuivre. Au pire, le secteur pourrait plafonner à un très haut niveau d'activité. Une analyse en données désaisonnali-

sées du chiffre d'affaires et des commandes dans le secteur principal de la construction (SPC) nous montre que la tendance est globalement haussière depuis 2004, que ce soit au niveau du chiffre d'affaires, des entrées de commandes ou encore des commandes en portefeuille (Graphique 3.2.1), la période récente montre qu'après avoir atteints certains sommets – souvent en 2011 –, les indicateurs « plafonnent » depuis, néanmoins à un très haut niveau d'activité. Ainsi, l'indice lié aux commandes en portefeuilles atteint un sommet absolu au deuxième trimestre 2011 déjà, néanmoins – et après s'être orienté quelque peu à la baisse au cours de l'année 2012 – il s'approche de très près d'un nouveau sommet absolu au quatrième trimestre 2012. Au premier trimestre 2013, il s'oriente légèrement à la baisse, mais demeure malgré tout à un très haut niveau. Quant à l'indice lié aux entrées de commandes, si celui-ci avait connu un sommet absolu pour la période sous-analyse au troisième trimestre 2011, il oscille – à la hausse et à la baisse depuis lors –, il continue néanmoins à évoluer à un haut niveau d'activité. Enfin, si l'indice lié au chiffre d'affaires a plutôt été orienté à la baisse depuis le pic inégalé réalisé – déjà – au premier semestre 2011, celui-ci continue également – d'une manière un peu moins nette que pour l'indice lié aux entrées de commandes – à évoluer à un bon niveau. En bref, les indices dans le SPC – et même si l'on sent un certain plafonnement – continuent à évoluer à un haut, voire un très haut niveau d'activité. Quant est-il de l'emploi dans la construction ? Celui-ci est-il toujours en croissance ou tend-il à plafonner ?

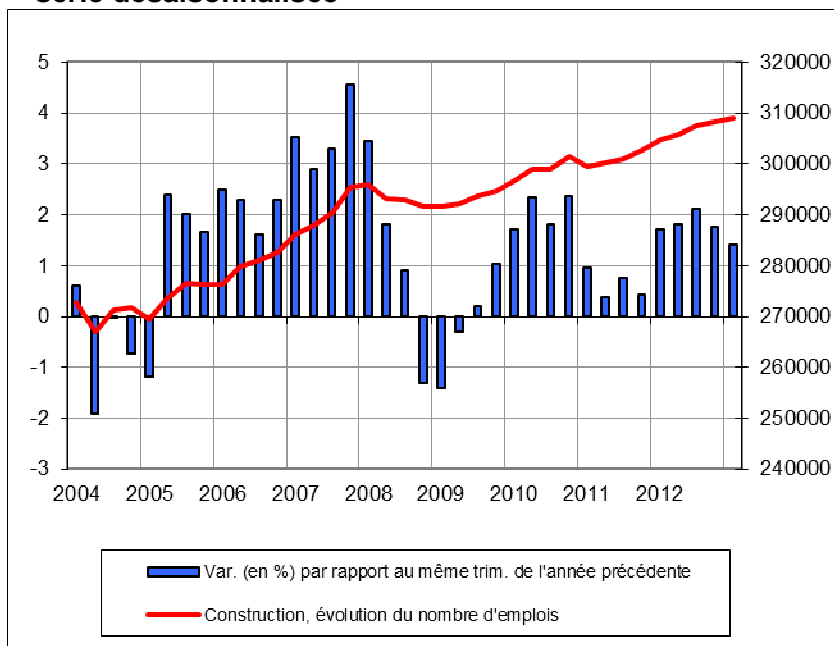
Graphique 3.2.1 : Évolution du chiffre d'affaires, des entrées et des commandes en portefeuille pour le secteur principal de la construction (SPC), du 1^{er} trim. 2004 au 1^{er} trim. 2013, séries désaisonnalisées (T1 1996 = 100)



Source : SSE/SBV.

Du point de vue de l'emploi (en équivalents plein temps) – et cette fois pour l'ensemble du secteur de la construction – la tendance est à la hausse depuis fin 2008 (Tableau 3.2.2). Si un sommet pour l'ensemble de la période sous analyse semblait avoir été atteint lors du premier trimestre 2008, il a été dépassé dès le premier trimestre 2010 ! En données désaisonnalisées, on passe même pour la première fois la barre des 300'000 emplois au 4^{ème} trimestre 2010 ! C'est un nouveau sommet absolu qui est atteint au premier trimestre 2013. À cette dernière date, le secteur de la construction pris dans son ensemble occupe environ 309'000 personnes en équivalents plein temps.

Graphique 3.2.2 : Construction, évolution des emplois (en équivalents plein temps), série désaisonnalisée



Source : OFS.

La bonne marche du secteur de la construction tout au long de la crise et encore aujourd'hui pose la question des perspectives futures du secteur. Or, comme nous l'avons vu, l'ensemble des indices, que ce soit ceux liés au chiffres d'affaires ou aux commandes continuent à évoluer à des hauts niveaux, et ce même si certains d'entre eux montre une tendance au plafonnement sur la période récente. Observons également que les autres indices, plus prospectifs, sont généralement assez positifs. À cet égard, l'indice de la construction concocté conjointement par la SSE et le Crédit Suisse est orienté très favorablement. L'indice est porté par le bâtiment et les experts de la SSE/Crédit Suisse notent d'ailleurs que le volume des nouveaux projets de construction autorisés à atteint un niveau record depuis 1995 au 1^{er} trimestre 2013. Or, les activités liées à la construction de logement jouent un rôle moteur puisqu'elles représentent, grosso modo, la moitié des dépenses effectuées dans l'ensemble du secteur de la construction. De plus, l'environnement – avec des taux d'intérêts bas et une population toujours croissante en Suisse – demeure des plus favorables. Si l'on ajoute que les besoins en habitations des suisses existent toujours – en particulier dans les grandes agglomérations du pays où le prix des loyers a explosé ces dernières années et les taux de vacance se sont fortement réduits –, le potentiel à construire en Suisse reste bien présent. En bref, si aucun événement majeur ne vient bousculer le secteur, celui-ci devrait continuer à bien se porter dans les prochains mois. Au pire, il pourrait plafonner à un haut niveau d'activité.